

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE
T/PV.1247
2 juin 1965
FRANCAIS

Trente-deuxième session

COMPTE RENDU IN EXTENSO PROVISOIRE DE LA MILLE DEUX CENT QUARANTE-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mercredi 2 juin 1965, à 15 heures.

Président : M. NAUDY (France)

- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des Territoires sous tutelle : situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique [point 4 a) de l'ordre du jour]
- Organisation des travaux

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document miméographié sous la cote T/SR.1247. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

65-13185

(57 p.)

POINT 4 a) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE (T/1633; T/L.1089; T/PET.10/L.8 et T/PET.10/L.9 et Corr.1) (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Goding, représentant spécial du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique sous administration des Etats-Unis, prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT : Le Conseil va poursuivre l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Nous allons poursuivre notre programme qui a trait aux questions posées au Représentant spécial de l'Autorité administrante.

Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique qui, je crois, avait encore certaines questions à poser.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : D'après les renseignements communiqués par le représentant spécial des Etats-Unis, le budget d'administration pour le Territoire sous tutelle s'établit à 17 343 000 dollars. J'aimerais savoir quelle partie de cette somme est allouée à chacun des domaines suivants : enseignement, santé publique et développement de l'économie.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La répartition des crédits budgétaires figure à la page 232 du rapport (T/1633) : Les allocations - pour l'exercice 1964 - s'établissent comme suit : 1 400 000 dollars pour la santé, 1 928 000 dollars pour l'enseignement et 1 179 000 dollars pour le développement économique et politique, le développement économique absorbant 620 000 dollars.

J'espère avoir ainsi répondu à la question du représentant de l'Union soviétique.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Est-ce que le représentant spécial des Etats-Unis pourrait nous dire si à son avis ces crédits budgétaires sont suffisants pour assurer le développement économique et l'amélioration des conditions sanitaires et de l'enseignement dans le Territoire ou s'ils ne le sont pas.

M. GODING, Représentant spécial (interprétation de l'anglais) : Le chiffre qui a été donné est, à mon avis, pour l'année en question, tout à fait satisfaisant. Parlant en tant qu'administrateur, je reconnais qu'il est toujours des choses que nous souhaiterions avoir mais que nous ne pouvons avoir. Mais, compte tenu de l'expansion et de l'accélération des programmes, la somme dont nous disposions répondait de façon satisfaisante à notre capacité de financer et d'exécuter le programme en pleine expansion. Il ne m'est pas possible de dire dans quelle mesure nous pouvons prévoir que ce niveau sera satisfaisant dans l'avenir. Les crédits étaient cependant trois fois plus élevés qu'il y a deux ans et il y a une limite au rythme auquel les dépenses afférentes à la mise en oeuvre d'un programme efficace et satisfaisant peuvent être augmentées.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma prochaine question s'adresse surtout au représentant du Gouvernement des Etats-Unis. Nous avons entendu, en effet, quelles étaient les affectations de crédits. Il est assez facile d'additionner tous ces chiffres. Afin que nous puissions prendre une décision ici, au Conseil de tutelle, nous aimerions connaître la proportion des crédits absorbés par les dépenses militaires du Territoire par rapport à celle des crédits consacrés aux dépenses d'administration et aux dépenses nécessaires pour répondre aux besoins de la population. Que peut nous dire le représentant des Etats-Unis à cet égard? En d'autres termes, depuis vingt ans que ce Territoire est administré par les Etats-Unis, combien ce pays a-t-il consacré, d'une part, à l'enseignement, à la santé publique et à l'économie du Territoire et, d'autre part, à la construction et à l'organisation d'installations militaires dans le Territoire? Je pense que ces données sont liées directement à la dernière partie de la réponse du représentant des Etats-Unis qui nous a dit que son gouvernement aimerait dépenser davantage mais qu'il devait limiter les crédits accordés au Territoire eu égard aux ressources dont il dispose.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le budget de 17,5 millions est, bien entendu, entièrement consacré à l'administration du Territoire. Aucune partie de cette somme n'est destinée à des dépenses militaires. Toute dépense militaire des Etats-Unis est inscrite au budget de la défense et n'a donc rien à voir avec l'administration du Territoire.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je constate que le représentant des Etats-Unis n'a pas répondu à la question que je lui avais posée; au cours de la discussion, me servant des données publiées par la presse, je m'efforcerai donc de prouver que les dépenses militaires des Etats-Unis dans le Territoire sont nettement supérieures aux dépenses effectuées pour répondre aux besoins de la population.

Comme j'ai déjà dit que j'allais exposer cette thèse, j'aimerais demander au représentant des Etats-Unis et au Représentant spécial s'ils sont en mesure de nous donner des éclaircissements à l'encontre de cette thèse, et s'ils sont disposés à le faire. Sinon, je prendrai acte du fait que ces représentants n'ont pas voulu

M. Morozov (URSS)

fournir ces données au Conseil, car la réponse que m'a donnée le représentant des Etats-Unis ne peut pas être considérée comme une réponse à ma question. Que le représentant des Etats-Unis me dise "Je ne veux pas répondre"; mais qu'il ne nous dise pas que cette question n'a rien à voir avec le financement du budget du Territoire. Tel n'est pas mon avis. Nous ne pouvons pas accepter que la question soit posée de cette façon puisque les crédits viennent tous de la même source, de la même poche ... Et s'il n'y a pas assez d'argent dans la poche pour répondre aux besoins de la population et élever son niveau de vie, et si, en même temps, des crédits considérables sont affectés à des fins n'ayant aucun rapport avec le relèvement du niveau de vie de la population, ces questions sont directement liées l'une à l'autre. De crainte que le représentant des Etats-Unis ne soit offensé par ce que je viens de dire, et s'il n'a rien à ajouter, je vais passer tout de suite à ma prochaine question. Mais comme il a déjà déclaré que mon attitude lui rendait difficile la tâche de répondre, en passant à la question suivante je me tairai un instant dans l'espoir d'obtenir quelques éclaircissements. Sinon, j'aurai encore deux ou trois questions à poser.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Puisque le représentant de l'Union soviétique ne semble pas satisfait de ma réponse, je répèterai donc ce que j'ai déjà dit, c'est-à-dire qu'aucune portion du budget du Territoire n'est consacrée à la défense. Le Haut Commissaire a déclaré qu'il disposait, pour le moment, de fonds suffisants. Il a l'intention de les utiliser de manière efficace et je suis certain qu'il demandera des crédits plus importants à mesure que le Territoire pourra les absorber. C'est ainsi que je comprends ses intentions.

Le budget de la défense nationale peut intéresser l'Union soviétique; cela ne m'étonnerait pas du tout. Mais je crois que cela n'a aucun rapport avec la question en discussion. Les Etats-Unis ont certaines responsabilités envers leur peuple et, en fait, envers le peuple du Territoire sous tutelle. Ces obligations sont même énoncées dans la Charte des Nations Unies. Je pense, cependant, que le budget de la défense des Etats-Unis n'est pas l'objet de cette discussion.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je constate donc que le représentant des Etats-Unis élude ma question à laquelle une seule réponse était possible : les dépenses militaires des Etats-Unis dans le Territoire sont des dizaines de fois plus élevées que les dépenses relatives à l'économie, à la santé et à l'enseignement.

Je vais donc passer à la question suivante. La recommandation du Comité des vingt-quatre que je cite souvent nous dit notamment ceci : "La Puissance administrante est priée d'élaborer d'urgence un plan économique d'ensemble afin de développer et de renforcer l'économie et d'accroître la production."

(A/5800/Add.6, par. 65, p. 187)

J'aimerais savoir si cette recommandation a été mise en oeuvre par le Gouvernement des Etats-Unis. Sinon, j'aimerais savoir pourquoi. Et je tiens à déclarer d'avance que la simple répétition, dans la déclaration du Représentant spécial, des mesures prises dans le Territoire sur le plan économique ne nous suffit pas. J'aimerais savoir s'il existe un plan de développement intégré de l'économie micronésienne, comme le recommande le Comité des vingt-quatre. Si ce plan existe, est-ce que le Conseil pourrait en avoir connaissance?

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Le représentant de l'Union soviétique a eu recours une fois de plus à sa tactique habituelle qui consiste à faire une déclaration à propos de la question en discussion pour passer ensuite à autre chose. Je voudrais revenir à la première partie de sa déclaration, car il ne m'a pas permis de répondre, en posant une nouvelle question. Je voudrais ajouter quelque chose à ce que j'ai dit tout à l'heure à propos de l'enseignement, de la santé et de toutes les autres choses qui intéressent les peuples du monde entier.

Les Etats-Unis regrettent bien entendu de devoir, en raison de leur responsabilité dans la situation mondiale actuelle, consacrer une si grande partie de leur budget et des revenus du peuple américain à la défense; c'est malheureusement là une nécessité.

Le représentant soviétique a passé ensuite à une autre question et, je regrette de dire que c'est peut-être moi qui devrais y répondre et non le représentant spécial. Je demande donc au représentant de l'Union soviétique de résumer sa question ou de la répéter parce que je songeais à ma réponse précédente et je n'ai pas bien saisi sa nouvelle question.

Le PRESIDENT : Si j'ai bien compris ce qu'a dit le représentant des Etats-Unis, il a demandé au représentant de l'Union soviétique de bien vouloir répéter la question qu'il avait posée tout à l'heure. Puis-je demander au représentant de l'Union soviétique d'avoir l'obligeance de répéter cette question.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Bien volontiers, Monsieur le Président.

Au paragraphe 65 du document A/5800/Add.6 - que j'ai souvent mentionné - qui contient les recommandations du Comité des Vingt-Quatre sur les Iles du Pacifique, nous lisons ce qui suit :

"La Puissance administrante est priée d'élaborer d'urgence un plan économique d'ensemble afin de développer et de renforcer l'économie et d'accroître la production."

M. Morozov (URSS)

Je demande s'il existe un plan de cette nature en vue de développer et de renforcer l'économie et d'accroître la production. Y a-t-il un document en ce sens qui pourrait être présenté au Conseil de tutelle?

Afin d'éviter tout malentendu et conscient de la demande que m'a adressée le représentant des Etats-Unis pour que je répète ma question, je tiens à dire par avance que je ne me tiendrai pas pour satisfait d'une simple répétition de ce que nous trouvons sur les mesures économiques dans la déclaration du Représentant spécial que nous avons entendue et dont le texte nous a été distribué. Je voudrais savoir si, conformément aux recommandations du Comité des Vingt-Quatre, il existe un plan d'ensemble comme celui dont on parle au paragraphe 65. Un document de cette nature pourrait-il nous être présenté, ne serait-ce que pour nous permettre d'apprécier les mesures que le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention de prendre conformément aux recommandations du Comité des Vingt-Quatre?

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord remercier le représentant de l'Union soviétique d'avoir eu la courtoisie de répéter sa question. Il est beaucoup plus aisé pour nous de traiter d'une seule question à la fois.

Avant de rendre la parole au représentant spécial pour qu'il réponde à la question qui vient d'être très clairement posée, je voudrais dire qu'il me paraît étonnant et quelque peu déconcertant et probablement au mépris de ce qu'on fait au sein de ce Conseil que, depuis ce matin, tout ce que nous avons entendu se soit rapporté au Comité des Vingt-Quatre. Nous ne sommes pas le Comité des Vingt-Quatre; nous sommes le Conseil de tutelle. Nous avons été créés par la Charte des Nations Unies. En vertu de cette dernière, ce Conseil a été créé et le Conseil de sécurité, en acceptant ce territoire comme territoire sous tutelle conformément à l'Accord, a chargé le Conseil, par une résolution, de discuter de ce problème. Il n'y a donc aucune raison de ne pas mentionner le Comité des Vingt-Quatre de temps en temps certes, mais je suis très frappé par le fait que l'on parle bien peu de ce Conseil. Le Conseil de tutelle a fait de bon ouvrage au cours des années; le plus clair de son travail est déjà achevé, nous le savons. Le Conseil a envoyé une mission de visite dans le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique en 1964, mais je n'ai pas entendu de question au sujet des recommandations de cette mission. Je voudrais

M. Dickinson (Etats-Unis)

dire encore qu'il est à l'ordre du jour de ce Conseil une question intitulée Coopération avec le Comité des Vingt-Quatre et je pensais que nous en parlerions au titre de ce point de l'ordre du jour.

Je voudrais également ajouter que, en réagissant à des recommandations tant du Conseil de tutelle que des missions de visite à propos du plan de développement économique, le Haut Commissaire a annoncé un plan de cette nature. Il me plairait que le représentant de l'Union soviétique reconnaisse, ou tout au moins ne passe pas sous silence, le fait que les Etats-Unis ont donné suite à ces recommandations du Conseil de tutelle et de la Mission de visite.

Peut-être le Représentant spécial pourrait-il maintenant ajouter quelque chose à ce que je viens de dire et répondre de façon plus complète à la question, comme nous souhaitons d'ailleurs toujours le faire.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Dans ma déclaration liminaire, j'ai fait allusion à un contrat que nous venons de conclure avec une entreprise de consultation qui vient de commencer les analyses et prend toutes dispositions pour constituer le personnel en vue de préparer un nouveau plan unifié. Cela ne signifie pas que nous n'ayons pas eu de plan dans le passé, cela signifie que nous n'avons pas eu de plan sous la forme d'un document d'ensemble, un énoncé unique que l'on pourrait consulter actuellement. C'est l'une des choses que nous obtiendrons du fait du contrat qui a été conclu le 1er avril dernier. Le personnel est en train d'être constitué pour mener à bien cette phase de notre programme de développement.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ainsi, d'après la dernière réponse du Représentant spécial, je suis conduit à poser une nouvelle question. Puisque l'entreprise mentionnée par le Représentant spécial a été chargée de mettre au point ce plan d'ensemble, dois-je en déduire qu'en 25 ans d'administration, le Gouvernement des Etats-Unis n'a jamais préparé et mis au point un plan de cette nature? Dans l'affirmative, pourquoi a-t-il fallu attendre la vingtième année de son administration pour que le Gouvernement des Etats-Unis finisse par songer à un tel plan et confie la tâche de sa mise au point à une entreprise? Cette question s'adresse au Représentant spécial.

M. Morozov (URSS)

Quant à la réponse donnée à ma question par le représentant des Etats-Unis, elle me conduit à lui en poser une autre. Dois-je interpréter sa mention constante de la Charte des Nations Unies comme un déni de compétence du Comité des Vingt-Quatre en ce qui concerne les questions confiées à ce dernier, en vertu de la résolution 1514 (XV), c'est-à-dire la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux? A ce propos, comme cette affirmation a été répétée à maintes reprises par le représentant des Etats-Unis, j'aimerais lui demander si, à son avis, cette Déclaration est contraire à la Charte des Nations Unies?

Il y a donc là deux questions - l'une adressée au Représentant spécial, l'autre posée au représentant des Etats-Unis - que je pose immédiatement de façon que l'un d'entre eux, quel que soit celui qui réponde le premier, ait le temps de réfléchir à sa réponse.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Nous avons discuté de ce sujet ce matin - je crois pour ma part en avoir parlé assez longuement - et le fait est que les Etats-Unis estiment que les éléments essentiels de la résolution 1514 (XV) s'appliquent au territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

Il existe cependant d'autres éléments, d'autres documents et d'autres dispositions de la Charte qui s'appliquent également. Il convient que nous les considérions dans leur ensemble. Dans le cas de la résolution 1514 (XV) et du Comité spécial, je répète que ce point fait l'objet du point 8 de notre ordre du jour et je suppose que nous l'examinerons en détail.

Quant à la première partie de la question, le représentant spécial est, je crois, prêt à y répondre.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je ne puis qu'ajouter qu'à mon avis le représentant de l'Union soviétique a mal interprété mes remarques dans la mesure où j'ai fait allusion à la mise en train d'un nouvel effort de planification, d'un effort d'importance majeure pour réétudier, réévaluer et documenter un plan général de développement intégré.

Je n'ai pas dit qu'il n'y avait pas eu de plans. Il y a eu de nombreux plans, de nombreux documents, mais certains de ces plans ne sont plus valables aujourd'hui, d'autres sont périmés; mais la planification économique, la planification du développement, comme le sait certainement fort bien le représentant de l'Union soviétique, est un processus continu, dynamique, dans le cadre duquel un plan en entraîne un autre. Notre effort nouveau vise à énoncer et à élaborer un plan d'ensemble complet qui soit vraiment à jour, un plan que nous puissions utiliser pendant les années à venir pour guider notre programmation économique. Dans bien des domaines, nous avons eu des plans antérieurs et nous menons à bien maintes phases de ces efforts de planification économique. J'établis une distinction entre avoir des plans, avoir des idées, des concepts, et avoir un document parfaitement à jour et applicable au moment présent. L'effort que nous consentons en ce moment vise à mettre au point un tel document et à l'appliquer.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)
(interprétation du russe) : je voudrais savoir qui est propriétaire de la Van Camp Sea Food Company qui est chargée d'écouler l'excédent de poisson dans le territoire. Qui possède cette firme et quels dividendes ont été payés par la Van Camp Sea Food Company au cours de l'exercice 1963-1964?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
Je ne suis pas certain d'avoir parfaitement saisi toute la portée de la question. Je crois comprendre que le représentant de l'Union soviétique a demandé quels étaient les dividendes versés par la Van Camp Sea Food Company. Est-ce bien la question? Puis-je demander au représentant de l'Union soviétique de bien vouloir répéter peut-être l'élément clef de sa question?

Le PRESIDENT : Est-ce que le représentant de l'Union soviétique pourrait avoir l'obligeance de répéter sa question, ainsi que le demande le Représentant spécial?

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)
(interprétation du russe) : Je demande qui possède la Van Camp Sea Food Company, cette société qui a le monopole des produits de la pêche dans le territoire. Ma deuxième question est la suivante : le Représentant spécial sait-il quels sont les bénéfices réalisés par cette société au cours de l'exercice 1963-1964? Il y a donc là deux questions.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
La Van Camp Sea Food Company qui a un contrat d'exploitation d'entreprise de pêche et de congélation dans le district de Palao, n'a pas le monopole du poisson dans cette région. Tout le poisson dans les eaux territoriales, aux termes de notre loi, appartient au public et se trouve à la disposition de tout pêcheur. La Van Camp Sea Food Company, dans le cadre de cette industrie particulière, est une société américaine, une entreprise publique. Je ne sais pas quels en sont exactement les propriétaires, mais je sais qu'elle est maintenant une filiale d'une autre société, la Ralston Purina Company. Quant aux bénéfices des opérations de la compagnie dans le territoire sous tutelle, il est évident qu'il n'y en n'a pas eu en 1963, puisque ses opérations ont commencé seulement en août 1964.

M. Goding, Représentant spécial

Je ne saurais dire quels ont été ses bénéfices pour cette période relativement brève de ses opérations d'ensemble. Nous avons cité le chiffre d'environ 250 000 dollars comme représentant la valeur brute du thon qui a été pêché, traité et exporté du territoire au cours de l'exercice qui a pris fin le 30 juin; ce n'était d'ailleurs qu'une prévision approximative. Je n'ai aucune idée de ce qu'est la marge de profits de la société, à supposer qu'il y en ait une. Il est fort probable que dans la phase initiale de la nouvelle exploitation, il n'y ait pas eu le moindre bénéfice. Il y a eu très certainement des frais d'installation considérables, mais en développant une entreprise de cette nature, il est parfaitement naturel qu'une telle société prévoit des pertes pendant une période de deux, trois ou quatre ans, jusqu'à ce que l'opération soit parfaitement rodée. J'espère avoir ainsi répondu au représentant de l'Union soviétique.

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant des Etats-Unis pour une motion d'ordre.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je suis navré d'interrompre les travaux du Conseil pour une motion d'ordre, mais on vient de me signaler que nous n'avons pas aujourd'hui de sténographes parlementaires. Je me suis informé et il m'a été dit que nous aurons un compte rendu in extenso assuré par d'autres moyens, mais qu'il était peu probable que nous ayons, comme à l'habitude, le procès-verbal in extenso demain matin. Je pense que toutes les délégations ici présentes - la mienne en tout cas - et, je l'imagine, toutes les autres sans exception - ont besoin de ces comptes rendus.

M. Dickinson (Etats-Unis)

Nous allons reprendre le programme de questions demain après-midi, me semble-t-il, et je crois que vendredi plusieurs délégations feront leur déclaration générale. Je crois que, comme moi, elles se sentiront quelque peu handicapées si nous n'avons les procès-verbaux in extenso que dans plusieurs jours. Comme je l'ai déjà dit, le Conseil de tutelle est un organe constitutionnel majeur des Nations Unies. Il s'est trouvé que dans le passé nous avons dû céder le pas au Conseil de sécurité; c'était compréhensible, puisque le Conseil de sécurité est l'organe suprême des Nations Unies, à bien des égards, et a priorité sur le Conseil de tutelle en certaines occasions. Toutefois, le Conseil de sécurité ne se réunit pas en ce moment, que je sache. J'espère que mes commentaires ne seront pas considérés comme des critiques à l'égard du Secrétariat, pour lequel j'ai la plus haute admiration. Les services qu'il nous rend dans tous les domaines, y compris l'interprétation, sont à mon avis de la plus haute qualité. Toutefois, je pense que je manquerais à mon devoir si je ne demandais pas respectueusement au Président de faire en sorte qu'à l'avenir nous ayons un compte rendu in extenso. Si pour cela nous devons nous réunir le matin plutôt que l'après-midi, ma délégation, pour sa part, et d'autres peut-être, seraient toutes prêtes à modifier leurs plans.

Le PRESIDENT : Je donne la parole au secrétaire du Conseil pour une motion d'ordre.

M. RIFAI (Secrétaire du Conseil) (interprétation de l'anglais) : Je puis assurer le représentant des Etats-Unis que je parlerai de cette question au Bureau du Service des conférences et ferai tout mon possible pour qu'il reçoive satisfaction. Le Service des conférences, à ce que l'on m'a dit, a énormément de travail, et a dû recourir à cette méthode pour l'élaboration des comptes rendus. Je vois, dans le Journal, que le Comité spécial sur les opérations de maintien de la paix se réunit en même temps que notre Conseil, et comme il a également droit aux comptes rendus in extenso il n'y avait apparemment pas assez de personnel pour que nous puissions en avoir un aussi. Toutefois, je comprends le point de vue du représentant des Etats-Unis et ne manquerai pas de poser la question au Secrétariat, qui fera tout son possible pour que le Conseil de tutelle ait des comptes rendus in extenso.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je remercie le secrétaire de son explication et, à l'avance, de ce qu'il va faire pour remédier à cette situation.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La déclaration du Représentant spécial mentionne que le coprah produit dans le Territoire sous tutelle est vendu 130 dollars la tonne. Pourrait-il nous expliquer pourquoi le coprah se vend à un taux considérablement inférieur à la moyenne des prix mondiaux, que l'on trouve parmi les données publiées dans le Monthly Bulletin of Agricultural Economic and Statistics?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Nous avons cité le prix à l'achat au départ. Les prix mondiaux dont parle le représentant de l'Union soviétique sont les prix du marché et des centres de consommation. Je crois que les prix d'achat sur place dans le territoire sont parmi les plus élevés et que la différence avec le prix à la revente est la même que dans toute autre région productrice de coprah. La différence entre 130 dollars, prix payé pour la récolte, et les 190 dollars environ du prix de revente, comprend la manutention, la préparation pour le marché, le fret, les commissions des agents et toutes les dépenses afférentes au ramassage du coprah et à son transport vers les marchés.

En outre, il y a une déduction dont il faut tenir compte. Un prix est fixé par le Copra Stabilization Board et, comme je l'ai indiqué dans ma déclaration, une certaine somme est retenue lorsque le prix a tendance à monter afin de stabiliser les prix lorsque les taux, sur le marché, baissent. Une somme de quelque 75 000 dollars est déduite pour ce fonds.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Représentant spécial a mentionné le Copra Stabilization Board. De quel genre de compagnie s'agit-il? Est-elle financée par les Etats-Unis?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette société représente le capital des producteurs. Ce n'est pas une société au sens ordinaire de la corporation. Elle a un caractère gouvernemental. Le fonds est la propriété des producteurs de coprah, et la répartition est équitable. Il s'agit, comme le nom l'indique, d'un fonds de stabilisation. Il est composé de plusieurs employés et de deux représentants choisis pour parler au nom des producteurs, soit deux membres micronésiens de la société. Elle se réunit tous les trois mois, étudie les conditions du marché, établit les prix et finance le transport du coprah des îles vers les marchés mondiaux. Il ne s'agit pas d'une compagnie. Il n'y a pas de propriétaire, et les actions appartiennent aux producteurs. C'est en réalité une mutuelle, qui n'a pas le nom de coopérative mais qui, au fond, en est presque une.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A la page 12 du texte anglais de la déclaration du Représentant spécial, nous trouvons l'expression "50 000 revenue tons". Le Représentant spécial peut-il nous dire de quoi il s'agit?

Je me suis trompé lorsque j'ai dit qu'en 1964 il y avait 50 000 "revenue tons". L'augmentation, à ce qu'il paraît, était de 50 000 tonnes et le document nous apprend qu'il y a eu en 1964 un total de 111 584 "revenue tons" livrées.

Je répète ma question : pouvons-nous avoir une description générale de ce que ce tonnage représente?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le tonnage, en fait, comporte toutes sortes de produits : matériaux de construction, biens de consommation, exportations de coprah et de tous autres produits. L'augmentation mentionnée est, bien entendu, étroitement liée à la grande ampleur qu'a prise notre programme de construction. Cela comprend le bois, le ciment, l'équipement, en fait tout ce qui est nécessaire pour construire des écoles et d'autres bâtiments publics. Entrent aussi dans cette augmentation, et pour une bonne part, les biens de consommation qui ont été importés, comme les produits alimentaires, les conserves, les vêtements, les produits pétroliers, tout ce qui entre dans l'économie locale en provenance d'autres parties du monde.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'espère être arrivé à ma dernière question pour l'instant. Elle est liée à la déclaration que nous venons d'entendre. A la page 17 de la déclaration du Représentant spécial, nous trouvons un paragraphe intitulé : "Statut des habitants de Rongelap". J'aimerais savoir, à propos de cette partie de la déclaration, quel était le montant des indemnités réclamées par les personnes ayant subi les effets des expériences thermonucléaires dans l'île de Rongelap. J'aimerais savoir aussi combien d'années ont été nécessaires à l'examen de ces réclamations et si elles n'ont été satisfaites que dans la mesure mentionnée dans la déclaration, c'est-à-dire pour un montant de 950 000 dollars. En outre, pourrait-on me dire comment le Gouvernement des Etats-Unis se propose de répartir cette somme entre les personnes qui ont été lésées. Quels seront les critères appliqués pour l'attribution des indemnités? A la page 17 de la déclaration, M. Goding a dit seulement : "Je me propose d'effectuer ces versements dès mon retour dans le Territoire sous tutelle".

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La situation est la suivante. Les indemnités au titre de compensations reposent, non pas sur des revendications en tant que telles - les habitants n'ont présenté aucune revendication - mais sur une moyenne pour dommages subis. On n'essaye pas de mesurer avec exactitude, car ce serait bien difficile, les différences individuelles des dommages personnellement soufferts. En fait, il s'agit d'un versement fait à titre gracieux et qui représentera un peu plus de 10 000 dollars pour chacune des personnes qui ont été exposées aux radiations à l'occasion de l'accident qui s'est produit il y a dix ans. Les versements seront faits sur une base individuelle et sur une moyenne d'un peu plus de 10 000 dollars par personne. Cette somme ne repose pas sur des demandes qui auraient été présentées à titre individuel par qui que ce soit.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai apparemment pas eu de réponse à mes deux questions sur ce sujet de la part du Représentant spécial. Je les répéterai donc. Tout d'abord, quel était le montant des sommes réclamées? Je pose cette question afin de savoir quel pourcentage de ce montant sera payé. Je n'ai pas reçu de réponse à cette question.

M. Morozov (URSS)

Je n'en ai pas eu non plus à celle de savoir combien il a fallu d'années pour prendre une décision tenant compte partiellement des réclamations présentées, si ces réclamations ont été, en fait, plus élevées que le montant de 950 000 dollars mentionné dans la déclaration du Représentant spécial. Je désire recevoir une réponse à des deux questions.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il me semble avoir répondu à la première question, à savoir que les sommes allouées ne reposent sur aucune revendication présentée comme telle. Le fait est que, peu après l'accident, toutes pertes ou dommages infligés à des biens matériels ont été immédiatement compensés, et le versement actuel est un versement à titre gracieux qui ne repose sur aucune réclamation, sur aucune demande. Nous n'avons eu aucune demande d'indemnité pour les maux subis par les habitants de Rongelap.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne veux pas m'aventurer à demander à nouveau une question à mes réponses puisque, de toute évidence, on ne veut pas répondre et je n'y puis rien. J'aimerais pourtant savoir quel était le montant des indemnités réclamées par les victimes. Je voudrais pouvoir comparer ce chiffre à celui de 950 000 dollars qui se trouve dans la déclaration du Représentant spécial; mais on ne veut pas me répondre. J'aimerais qu'on me dise au moins combien d'années ont été nécessaires avant que le gouvernement prenne une décision sur le versement d'une indemnité partielle d'un montant de 950 000 dollars. Combien d'années a-t-il fallu pour arriver à cette décision?

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : La question a été posée deux fois et, par deux fois, le Représentant spécial y a répondu. Elle vient d'être posée une troisième fois et je vais y répondre. Peut-être cela aidera-t-il, bien que j'aie exactement la même chose à dire.

Il n'y a pas eu de demandes. La population n'a présenté ni formulé aucune réclamation. Immédiatement après l'accident, on a évalué les dommages et les personnes ont reçu une indemnité pour perte de leur foyer, de leurs biens matériels, de leurs propriétés, etc. Cela s'est fait immédiatement. J'ai donc répondu à l'élément temps.

M. Dickinson (Etats-Unis)

Cependant, le Congrès des Etats-Unis a pris la décision d'octroyer, à titre gracieux, une compensation supplémentaire. C'est la compensation dont nous parlons et qui vient d'être affectée par crédit supplémentaire de 950 000 dollars, somme qui sera versée sous peu aux intéressés. Je crois que c'est la troisième fois que nous répondons à la question et j'espère que nous pourrons passer maintenant à la suite de nos travaux.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vois que ni le Représentant des Etats-Unis ni le Représentant spécial ne peuvent me dire combien d'années il a fallu au Gouvernement des Etats-Unis pour prendre finalement une décision quant à l'indemnisation - si partielle fut-elle - des victimes de leurs expériences atomiques dans le territoire sous tutelle. Ces expériences étaient absolument illégales du point de vue de la Charte que les représentants des Etats-Unis se complaisent à citer si souvent. Ils ne peuvent nous dire combien d'années il a fallu pour que ces pauvres gens puissent entrevoir une lueur d'espoir quant à l'obtention d'une indemnité partielle. Si les représentants des Etats-Unis ne veulent pas nous répondre, s'ils ne peuvent pas nous dire combien d'années ont été nécessaires, nous le dirons nous-mêmes dans notre déclaration afin de ne pas transformer le stade actuel de nos travaux en un débat général. Mais je suis prêt à poser la question une quatrième et une cinquième fois aux représentants des Etats-Unis.

M. Morozov (URSS)

Pendant combien d'années les victimes de ces essais atomiques illégaux dans le territoire ont-ils attendu une compensation pour les dommages qui leur ont été causés? Ces violations ont, on le sait, causé un grand nombre de victimes. Nous voudrions savoir combien d'années se sont écoulées jusqu'à ce que les compensations arrivent. Vous devriez avoir le courage de nous le dire.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Les essais qui ont eu lieu n'avaient rien d'illégal, ne violaient en rien la Charte. Pour ce qui est du temps qui s'est écoulé, je répète que les équipes se sont immédiatement mises au travail et que les compensations ont été versées aux intéressés dès que les dommages purent être estimés. Il n'y eut pas de délai; il n'y eut pas des "années à attendre".

En outre, une équipe médicale qui s'est entièrement consacrée à cette tâche est allée rendre visite à ces gens au cours des années suivantes, pour les examiner et leur apporter toutes sortes de traitements médicaux additionnels, pour des raisons d'ailleurs qui n'avaient rien à voir avec les essais atomiques. Ces gens ont donc été constamment sous surveillance médicale et, cette année, un crédit supplémentaire a encore été accordé à cette fin.

Je pense avoir maintenant répondu à la question pour la quatrième fois.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La cinquième fois, c'est moi qui devrai répondre à la question, et je le ferai lors de ma déclaration générale. Je n'insiste donc plus sur ce point.

J'ai encore une dernière question, qui s'adresse au représentant des Etats-Unis, car le Représentant spécial ne pourrait y répondre : combien de temps faudra-t-il au Gouvernement des Etats-Unis pour décider quand la population de la Micronésie obtiendra les pleins pouvoirs dans le territoire sous tutelle? Combien de temps faudra-t-il pour que les Etats-Unis estiment que leur mandat a pris fin et pour que l'indépendance soit accordée à la population micronésienne? J'aimerais savoir quand, selon les calculs et les plans du Gouvernement des Etats-Unis, cela se produira.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique semble avoir épuisé sa liste de questions, car j'ai déjà entendu celle-ci ce matin et j'y ai déjà répondu. Mais je suis tout disposé à y répondre de nouveau.

Les Etats-Unis souscrivent tout particulièrement au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1514 (XV), et ils souscrivent encore davantage à la Charte, qui a préséance. La Charte dit que les Puissances administrantes doivent faire progresser les populations vers l'autonomie compte tenu des aspirations librement exprimées par elles. Ceci ne sous-entend pas la fixation de dates, car manifestement la situation dans les différents territoires est différente, chaque territoire ayant des caractéristiques uniques. Le paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1514 (XV) dit aussi que les peuples intéressés exprimeront librement leurs vœux. Je répète que, dans le cas particulier, nous attendons que la population intéressée le fasse, nous attendons le jour où elle s'estimera prête à exprimer ses vœux quant à son avenir.

La Mission de visite de 1964 a expliqué au Conseil, l'an dernier, qu'il n'y avait pas d'opinion politique mûre dans le territoire. M. Bailey Olter, membre élu du Parlement, nous a dit ce matin que la population exprimera ses vœux lorsque le moment sera venu. Voilà la position de mon gouvernement.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si j'ai bien compris cette réponse - et, dans la négative, je voudrais qu'on me corrige - le représentant des Etats-Unis nous a dit une fois de plus, comme il l'avait fait au début de la séance, qu'aucune date n'a été choisie, dans un avenir plus ou moins proche, pour la mise en oeuvre dans les Iles du Pacifique de la résolution 1514 (XV). Le Gouvernement des Etats-Unis n'a fixé aucune date à cet égard et les représentants de ce gouvernement n'ont rien de précis à dire sur ce point, si ce n'est ce que nous venons d'entendre.

Cela étant, je ferai connaître mon opinion à cet égard dans la déclaration que je ferai au cours du débat général.

M. GASCHIGNARD (France) : Prenant pour la première fois la parole devant ce Conseil, je voudrais d'abord féliciter le représentant du Royaume-Uni, M. Hope, de sa brillante élection au poste de vice-président; et comme je m'aperçois qu'il vient de s'absenter, je prie son représentant de bien vouloir lui transmettre les félicitations de ma délégation.

Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue à notre secrétaire, M. Rifai. Nous savons combien grande est son expérience des affaires qui nous intéressent ici.

Enfin, puisque nous traitons aujourd'hui des Iles sous tutelle du Pacifique, je souhaite également la bienvenue au Haut Commissaire des Etats-Unis, M. Goding, ainsi qu'à M. Bailey Olter et aux autres représentants de la population micronésienne.

De l'exposé que M. Goding nous a fait sur la situation dans les îles, c'est, à mon sens, le passage relatif au Congrès de la Micronésie qui est le plus digne de retenir l'attention, et c'est principalement à son sujet que la délégation française voudrait poser quelques questions. Voici la première : le Représentant spécial nous a dit ce matin que les mesures législatives que le Congrès de la Micronésie sera amené à prendre ne pourront pas être contraires aux lois des Etats-Unis qui s'appliquent au territoire. Il a ajouté que ces lois étaient très peu nombreuses et ne compromettaient pas de manière sensible les pouvoirs législatifs du Congrès. Peut-il nous donner quelques précisions supplémentaires à ce sujet, c'est-à-dire nous indiquer quels sont l'objet et la portée de ces lois des Etats-Unis?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois qu'il n'y a pas plus de cinq ou six lois du Congrès des Etats-Unis s'appliquant au territoire sous tutelle. L'une de ces lois est celle qui autorise le gouvernement du territoire sous tutelle à ouvrir des crédits. Il s'agit de la loi qui fixe les procédures devant être suivies par le Congrès pour ouvrir les crédits nécessaires au fonctionnement du gouvernement dans les territoires sous tutelle. En deuxième lieu, je peux citer une brève loi qui précise certaines dispositions comme par exemple la revision de nos opérations fiscales par les Services de vérification des comptes, ce qui permet au gouvernement du territoire sous tutelle de bénéficier de certains autres services, comme les services intéressant les opérations d'achat au titre de notre Administration des services généraux. Le gouvernement du territoire sous tutelle peut ainsi faire des achats par l'intermédiaire du Gouvernement fédéral.

M. Goding, Représentant spécial

Il y a quelques autres lois encore. L'an dernier, nous parvîmes à obtenir une loi supplémentaire, appelée Omnibus Bill, qui permet au gouvernement du territoire sous tutelle de demander à d'autres départements du Gouvernement des Etats-Unis certains services professionnels et techniques, qui n'entrent pas dans le cadre des crédits ordinaires. On peut par exemple demander au Service géologique de procéder à des études géologiques. Les dispositions de cette loi posent une limite quant au genre de services pouvant être obtenus sans remboursement; elles autorisent le transfert de fonds pour les compagnies commerciales des îles, auxquelles j'ai déjà fait allusion. En somme, il s'agissait-là d'un crédit supplémentaire pour le gouvernement du territoire sous tutelle.

Elles permettent l'enregistrement des opérateurs de radio micronésiens qui peuvent ainsi travailler sous licence de la Commission fédérale des communications des Etats-Unis. Le nombre des statuts - car ils ont cette nature- occupent très peu de pages dans le code des Etats-Unis. Je me trompe peut-être, mais je crois qu'aucune des lois générales des Etats-Unis - comme les lois criminelles et d'autres du même type - ne s'applique au Territoire sous tutelle. La législation a donc un vaste champ d'autorité législative pratiquement sur toutes les questions affectant le public en général - tout le domaine de la loi criminelle, tout le domaine des lois commerciales et industrielles, tout le domaine des services administratifs et des dispositions à prendre pour les services publics. Les actes statutaires des Etats-Unis qui s'appliquent sont de type assez précis.

J'espère que j'ai ainsi répondu à la question du représentant de la France.

M. GASCHIGNARD (France) : La question suivante que je voudrais poser au Représentant spécial est celle-ci : les deux assemblées ont-elles des pouvoirs identiques, ou bien l'une d'entre elles a-t-elle une certaine prééminence sur l'autre, ou tout au moins des pouvoirs réservés dans certains domaines?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois pouvoir dire que les deux assemblées ont une autorité législative absolument égale et équivalente. Bien entendu, la méthode de fonctionnement exige que chacune des assemblées donne son accord pour l'approbation de toutes propositions législatives. Il n'existe aucune base - aucune base officielle - qui permette de dire que l'une des assemblées est au-dessus de l'autre. Peut-être cela pourrait-il découler du fait que l'une des assemblées a moins de membres que l'autre, mais chacune des assemblées a une autorité égale.

M. GASCHIGNARD (France) : Il est indiqué à la section 4 du Secretarial Order que le Haut Commissaire peut recommander des mesures législatives au Congrès. Je suppose, mais j'aimerais avoir la précision, que le même pouvoir d'initiative en matière législative appartient aux membres de l'assemblée elle-même.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui, la supposition du représentant de la France est exacte. Le mandat législatif implique que chaque membre de la législature a individuellement le pouvoir de présenter une législation. Le programme législatif qui peut être présenté par le Haut Commissaire n'est qu'une autre voie, et les membres de l'Assemblée sont absolument libres d'accepter ou de rejeter les propositions que l'Administration peut soumettre, ou les modifier s'ils le jugent bon.

M. GASCHIGNARD (France) : Le Représentant spécial peut-il nous dire combien de fonctionnaires ont été élus aux dernières élections, puisque la réglementation actuelle prévoit que les fonctionnaires peuvent être élus pendant quelques années aux deux assemblées?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : On me dit - je n'ai pas le chiffre présent à l'esprit - qu'environ 55 à 60 p. 100 des membres récemment élus sont des fonctionnaires publics.

M. GASCHIGNARD (France) : M. Bailey Olter nous a dit ce matin que les ressources naturelles du Territoire étaient maigres ou peu abondantes. Puis-je savoir si elles sont suffisantes pour assurer à la population un niveau de vie considéré comme satisfaisant ou bien si une partie de la population est amenée à émigrer, s'il y a un mouvement d'émigration hors des îles, vers d'autres territoires?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il est vrai que certaines régions, certaines îles ont des ressources si maigres qu'il existe de ce fait un problème de base. Si l'on prend le Territoire dans son ensemble et sa population actuelle - je suis assez optimiste pour le croire - avec un effort satisfaisant, nous aurons des ressources de base qui nous permettront de développer un niveau de vie amélioré et tout à fait satisfaisant. Il existe encore dans certaines des plus grandes îles des superficies de terres importantes qui ne sont en aucune façon surpeuplées et un programme de développement approprié aurait je crois un effet bienfaisant sur le relèvement du niveau économique. Il existe évidemment les ressources de la mer dont nous avons parlé et qui sont plus difficiles à évaluer avec précision mais qui représentent un apport substantiel qui pourra être incorporé à l'économie d'ensemble.

M. GASCHIGNARD (France) : Le Représentant spécial peut-il nous dire quel est le revenu moyen actuel per capita de la population des îles?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je dois admettre que nous n'avons pas à l'heure actuelle de chiffre très exact. En termes de dollars, il est encore très bas, probablement très en dessous de 100 dollars per capita par an. Ceci ne représente pas une image absolument complète car une grande part de la vie quotidienne ne peut se mesurer en termes de dollars et essayer de chiffrer exactement le revenu per capita est extrêmement difficile.

M. GASCHIGNARD (France) : Je voudrais demander, en matière d'éducation, si les écoles sont toutes des écoles publiques ou s'il existe également des écoles privées, en particulier des écoles de missionnaires, des écoles confessionnelles, religieuses.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Nous avons des écoles publiques et privées, la plupart de ces dernières étant des écoles de missionnaires.

M. GASCHIGNARD (France) : Puis-je demander quelle est l'importance relative du nombre de ces écoles de missionnaires, du nombre des élèves qui fréquentent ces écoles, par rapport aux écoles publiques?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les données, pour l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1964, indiquent que les écoles privées ont été fréquentées par 5 600 élèves et les écoles publiques par 18 190 élèves. C'est dire que, très approximativement, les trois quarts des élèves fréquentent les écoles publiques et un quart des écoles privées.

M. GASCHIGNARD (France) : Le Représentant spécial a noté, ce matin, que le territoire avait continué de souffrir d'épidémies de grippe et de rubéole. (Je pense que c'est la traduction française de German measles). Ces épidémies ont-elles causé des pertes en vies humaines? Le Représentant spécial peut-il également nous dire à quoi ces épidémies peuvent être attribuées et si l'on a bon espoir d'y mettre fin rapidement?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les épidémies de ce printemps ont causé, si je ne me trompe, sept morts, indirectement attribuées à la rubéole; il y a eu des cas de complications où la mort, en fait, a été due à d'autres facteurs. C'est un taux élevé, qui tient à l'isolement relatif de la région. Lorsque des maladies de ce genre apparaissent, l'immunité est relativement faible. Nous faisons de notre mieux pour réaliser un programme d'immunisation qui soit efficace dans cette maladie particulière. Au cours des trois dernières années, un programme expérimental a été entrepris sous la direction des services de la santé publique des Etats-Unis. Dans cette région, le développement des vaccins est chose relativement nouvelle; nous suivons la situation de très près, en essayant d'aboutir à des méthodes satisfaisantes de vaccination.

M. GASCHIGNARD (France) : Je n'ai pas d'autre question. Je remercie le Représentant spécial des réponses très intéressantes qu'il a bien voulu donner à mes questions.

Le PRESIDENT : En ma qualité de Président du Conseil de tutelle, je donne la parole au représentant de la République de Chine.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Avant de poser mes questions, puis-je demander à la délégation des Etats-Unis si elle verrait un inconvénient à ce que M. Bailey Olter prenne place à la table du Conseil, étant donné que mes questions s'adresseraient à lui?

Le PRESIDENT : J'invite le représentant des Etats-Unis à répondre à la requête formulée par le représentant de la Chine.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je serais aise, Monsieur le Président, que vous invitiez M. Bailey Olter à prendre place à la table du Conseil et à répondre aux questions.

Sur l'invitation du Président, M. Olter, Conseiller de la délégation des Etats-Unis, prend place à la table du Conseil.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Avant que je passe à mes questions proprement dites, me sera-t-il permis de suggérer à la délégation des Etats-Unis qu'elle fasse distribuer aux membres du Conseil de tutelle une liste des candidats choisis - les douze membres de la Chambre des délégués et 21 membres de l'Assemblée -, indiquant ceux des membres du Congrès de la Micronésie qui occupent maintenant un poste officiel?

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation sera heureuse de faire distribuer ce document, dès demain, si cela peut être agréable au représentant de la Chine.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : D'avoir cette liste dès demain nous satisfait entièrement.

J'espère que le Représentant spécial ne m'en voudra pas d'adresser quelques questions tout d'abord à mon excellent ami M. Olter, au lieu de les adresser à lui-même. Voici ma première question. Le Représentant spécial nous a laissé entendre que M. Olter avait conduit sa campagne électorale à partir d'Honolulu. Je serais très intéressé de savoir comment M. Olter a conduit cette campagne,

M. Kiang (Chine)

à Honolulu, et quels problèmes il a agités durant cette campagne. S'agissait-il de problèmes d'ordre intérieur ou de problèmes internationaux?

M. OLTER (interprétation de l'anglais) : J'ai effectivement conduit ma campagne depuis l'Université d'Hawaï. Il me serait difficile de dire quelle a été la vigueur de cette campagne, car j'ai été élu in absentia. Les problèmes que j'ai agités n'étaient pas d'ordre international, mais essentiellement d'ordre intérieur. Je pense que j'ai été élu surtout parce que j'avais naguère servi à la législature de district et qu'il était aisé, sur cette base, de remporter l'élection. La campagne électorale n'a pas été ardue. Elle s'est effectuée principalement sous forme de lettres adressées par mes amis d'Honolulu et par moi-même.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien, M. Olter a mené sa campagne électorale par correspondance.

De la très intéressante déclaration qu'il a faite ce matin, il ressort que M. Olter, quand il est revenu dans le territoire, a parcouru trois semaines durant son district de Ponapé et qu'il a discuté avec les gens de plusieurs possibilités. J'avoue avoir été extrêmement frappé par sa déclaration liminaire car, je le dis franchement, M. Olter anticipe en quelque sorte les préoccupations du Conseil en mentionnant ce point. Puis-je savoir quelles sont ces diverses possibilités dont il a parlé avec les gens?

M. OLTER (interprétation de l'anglais) : Je pense qu'il s'agit, pour la population, de questions propres à frapper l'imagination. Depuis des années, on nous demande ce que sera notre avenir, ce qu'il adviendra de nous, par exemple, si ce Conseil cesse d'exister. Voici quelques-unes des possibilités évoquées : deviendrons-nous indépendants? Deviendrons-nous un territoire des Etats-Unis ou de quelque autre pays? Deviendrons-nous une partie des Etats-Unis ou de quelque autre pays? J'ai déjà donné une réponse ce matin.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Il semble que les possibilités qu'a discutées M. Olter avec la population de Ponape n'incluent pas celle d'une libre association, dont la mission de visite de 1964 avait parlé avec les gens du territoire.

M. OLTER (interprétation de l'anglais) : Je pense que c'est une question plutôt technique; aussi n'a-t-elle pas été posée aux gens. Néanmoins, certains en ont conscience.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : J'aimerais poser une question à M. Olter en lui demandant de bien vouloir me répondre non en sa qualité de conseiller de la délégation ou d'Administrateur-adjoint du District de Ponapé, mais simplement en tant que M. Bailey Olter, citoyen de Micronésie. J'espère qu'il ne m'en voudra pas si je mentionne, devant le Conseil, que nous avons eu, lui et moi, lors de notre deuxième rencontre, à Honolulu, une conversation de près de huit heures! M. Olter pourrait-il nous dire quel est son point de vue personnel, après qu'il soit revenu à Ponape, sur l'avenir politique de la Micronésie?

M. OLTER (interprétation de l'anglais) : Ce que j'ai dit précédemment devant ce Conseil, tout comme ce qu'ont dit de nombreux étudiants, je le redis volontiers, à savoir que si nous en devenons capables un jour, je verrais plutôt le territoire en tant que pays indépendant.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : J'ai une autre question, qui découle de la propre déclaration qu'a faite aujourd'hui M. Olter. Nous nous préoccupons tous vivement de savoir comment va fonctionner le Congrès de la Micronésie. A la séance de ce matin, parlant du progrès économique, M. Olter a dit en substance : avec le présent Congrès de la Micronésie, des plans tels que ceux qu'a mentionnés le Représentant spécial dans son exposé liminaire devraient être une partie essentielle de nos préoccupations.

M. Olter peut-il nous dire de quelle manière le Congrès de la Micronésie sera intéressé aux plans économiques? Sera-ce dans le contexte de l'ensemble du développement économique? Puisqu'il est membre du Congrès, je voudrais savoir s'il souhaite que le Congrès s'occupe d'un problème de cette importance.

M. OLTER (interprétation de l'anglais) : Jusqu'à présent, il a été malaisé de déterminer les vues des Micronésiens, car chaque district individuel opère dans les limites du district et il n'y a guère de communication entre les districts. Mais avec la création du Congrès, l'aspect économique devient l'un des aspects importants du développement du territoire. Les possibilités économiques du territoire seront l'objet des préoccupations du Congrès.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Peut-être ai-je mal posé ma question. Je voudrais savoir si M. Olter souhaite que le Congrès s'attache réellement au développement économique en discutant avec l'administration des divers aspects des plans. Il doit s'agir d'un développement très important, car je crois que l'Administration a invité une firme privée à se rendre dans le territoire, à préparer des plans et à les exécuter. Je voudrais donc savoir si le Congrès voudra s'occuper de façon détaillée, avec l'Administration, de l'ensemble des plans de développement économique. Je crois que le Congrès aura certains pouvoirs; en ce cas, il serait à même de s'intéresser à une question vitale pour le bien-être du peuple de la Micronésie.

M. OLTER (interprétation de l'anglais) : Je remercie mon ami, le représentant de la Chine. Je crois qu'il a déjà répondu lui-même à la question en ce sens que quel que soit le plan économique qui sera adopté, j'aimerais que le Congrès de la Micronésie y participe. De même que cela était le cas pour la création du Congrès, j'estime que le Congrès voudra exprimer ses vœux et tiendra à ce que le groupe du développement économique fournisse les aspects techniques que nous n'avons pas maintenant.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas d'autre question à poser à mon excellent ami M. Bailey Olter, que j'admire et auquel je souhaite bonne chance. Il est l'un des rares Micronésiens que j'ai toujours considérés comme des politiciens nés.

M. Kiang (Chine)

Puis-je maintenant demander un éclaircissement sur certains points qui découlent des déclarations du représentant spécial?

Je crois qu'il est très naturel que quelqu'un qui se trouvait faire partie de la dernière Mission de visite soit tout particulièrement intéressé par le Congrès de Micronésie nouvellement fondé. J'espère donc que le représentant spécial me permettra de lui poser des questions qui ne relèvent pas seulement de ce domaine.

Pour ma part, je ne suis pas très satisfait de constater que l'administration a finalement décidé que les membres du Congrès pourraient, en même temps, occuper des positions officielles dans l'administration. Toutefois, cela a été décidé. Ce que je voudrais savoir à ce propos c'est si le Congrès de Micronésie doit un jour faire une enquête sur certains problèmes nécessitant l'interrogatoire de membres du Congrès, le Congrès aura pouvoir pour le faire? Je l'espère. Nous considérons comme acquis que le Congrès de Micronésie a le pouvoir d'interroger des fonctionnaires de l'administration qui pourraient se trouver en même temps être membres du Congrès. Cela posera un problème très délicat et je ne sais pas comment l'administration y répondra. Malgré cela, l'administration souhaite-t-elle que le Congrès de Micronésie possède le pouvoir d'interroger, au cours d'une de ses sessions, un fonctionnaire de l'administration à propos de certaines questions d'un intérêt immédiat pour le Congrès? Le Haut Commissaire permettra-t-il aux fonctionnaires de se rendre au Congrès de Micronésie pour y être interrogés?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je crois pouvoir dire que l'autorité de faire enquête est un des éléments les plus indispensables du pouvoir législatif et j'estime que les fonctionnaires de l'administration doivent certainement pouvoir être l'objet de tout interrogatoire raisonnable par les comités du Congrès. Je ne vois pas d'objection à ce que les fonctionnaires de l'administration répondent à des comités légitimes du Congrès et les informent à propos de toutes les phases de leurs activités ou de leurs programmes.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Dans sa déclaration liminaire le Représentant spécial a déclaré que l'ordonnance exécutive prévoyait une participation à la revision de tout budget du territoire sous tutelle. Le Représentant spécial peut-il expliquer quel genre de mécanisme le Congrès possède pour la revision de tout budget du territoire sous tutelle? Quelle est la procédure?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Notre plan consiste à appliquer littéralement et aussi pratiquement que possible les dispositions de l'ordonnance. A mon sens, nous soumettrons au Congrès un programme budgétaire préliminaire pour le prochain exercice financier. Il y a un facteur temps. Le Congrès se réunit en juillet; le budget courant pour l'administration pour l'exercice financier commençant le 1er juillet aura été approuvé par le Congrès des Etats-Unis, c'est-à-dire la portion du budget administratif total qui découle des subventions accordées par le Congrès des Etats-Unis. Nous travaillerons donc au moins une année en avance. Nous présenterons les propositions budgétaires préliminaires pour l'exercice financier 1967, c'est-à-dire pour celui commençant l'année suivante. Ces propositions budgétaires en sont maintenant à un stade que nous appelons préliminaire. Nous avons à faire coïncider cette revision par le Congrès avec le calendrier de développement du programme budgétaire du Gouvernement des Etats-Unis. Le budget final n'est pas formulé par les agences du gouvernement avant septembre-octobre pour revision par le Bureau du budget, pour incorporation du programme du Président pour l'année suivante. De telle sorte que rien n'est final dans le budget tant qu'il est en voie de préparation pour soumission au Congrès des Etats-Unis.

Toutefois, le but ici est de permettre au Congrès de Micronésie d'avoir un tableau complet du programme budgétaire que nous sommes en mesure de lui présenter, c'est-à-dire le nombre de dollars qui sont prévus pour le programme d'éducation élémentaire et secondaire, des précisions concernant tout accroissement ou toute diminution, etc., pour tous les chapitres du programme budgétaire total.

M. Goding, Représentant spécial

A ce moment, le Congrès de Micronésie aura une image aussi complète que possible et aura l'occasion de faire un rapport, qui sera transmis au Ministère de l'intérieur, sur son opinion en ce qui concerne l'accent qui doit être mis sur différentes parties des programmes. En d'autres termes, si le Congrès estime que nous dépensons trop dans un domaine et préfère mettre davantage l'accent sur un autre domaine, cette opinion sera connue à ce stade de l'évolution budgétaire. Je suis tout à fait certain que cette opinion réfléchie aura un effet net, une portée certaine sur les décisions futures au fur et à mesure que le budget se cristallisera et se développera.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je ne sais pas si j'ai bien compris ce que le Représentant spécial a dit. Permettez-moi de vous dire ce que j'ai compris afin de savoir si c'est bien cela.

Selon ce que j'ai entendu, l'administration aidera à préparer son propre budget puis le présentera au Congrès de Micronésie. Le Congrès de Micronésie exprimera alors son opinion. Après cela, l'administration présentera, pour ainsi dire, deux opinions au Congrès des Etats-Unis : l'une sera représentée par le budget préparé par l'administration, l'autre sera celle exprimée par le Congrès de Micronésie. Ai-je bien compris?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Dans l'ensemble, c'est exact. Bien entendu, nous devons suivre le programme budgétaire de base du Gouvernement des Etats-Unis. La difficulté, si on peut l'appeler ainsi, consiste à trouver la façon dont cet organe qui est le plus directement intéressé pourra procéder à la revision budgétaire, de telle sorte que son opinion soit connue sur l'accent qu'il convient de placer sur les différents programmes.

M. Goding, Représentant spécial

Je puis ajouter, cependant, qu'il peut en fait y avoir un second budget, comme je l'ai dit, c'est-à-dire un budget qui découlera des mesures prises en matière fiscale par le Congrès lui-même, budget secondaire qui n'entrera pas dans le budget de l'administration à proprement parler. A ce sujet, il existera un programme de budget autonome.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je crois avoir compris ce que vient de dire le Représentant spécial. Si je ne me trompe pas, le Congrès micronésien est plutôt informé que consulté en ce qui concerne l'examen du budget annuel. Le Congrès de la Micronésie n'a aucune part à la préparation du budget. Si tel est bien le cas, le pouvoir du Congrès est extrêmement limité puisque son seul rôle sera d'étudier le projet de budget. S'il en est bien ainsi, le Congrès de la Micronésie ne joue aucun rôle dans l'établissement du budget, il est simplement informé par l'autorité administrante, il exprime une opinion et l'autorité administrante communique ses vues au Gouvernement des Etats-Unis; c'est tout. Je souligne de nouveau que si tel est le cas les pouvoirs du Congrès de la Micronésie sont très très limités et qu'il ne prend aucune part active à la préparation du budget.

Les choses avaient été comprises autrement lorsque la mission de visite s'est rendue dans le territoire en 1964, alors que nous avons été informés que les pouvoirs du Congrès micronésien iraient plus loin et qu'il pourrait désigner son propre Comité qui serait consulté par l'administration dans la préparation du budget. Aujourd'hui, alors que le budget est entièrement préparé par l'Autorité administrante, comme il l'a toujours été, le Congrès micronésien est simplement informé de ce que fait l'administration.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je suis peut-être responsable de la confusion qui règne à ce sujet car le Congrès de la Micronésie n'est pas, en fait, seulement informé, mais il sera informé et consulté. Je n'ai sans doute pas réussi à montrer clairement que tout au long de la période pendant laquelle s'établit un budget aux Etats-Unis, la situation est assez compliquée et il n'est pas étonnant que les membres d'autres gouvernements se sentent quelquefois un peu perdu à ce sujet. Pour le moment, je m'occupe de trois budgets : un budget pour l'année qui se termine à la fin de ce mois, un autre concernant la période qui commence le 1er juillet et je m'occupe de mesures

M. Goding, Représentant spécial

Préliminaires qui font partie des grandes lignes du processus concernant le budget de l'année fiscale de 1967. Ce sont les recommandations, les désirs et les consultations du Congrès qui deviendront, je l'espère, effectifs, lors de ce budget de 1967. La première mesure à l'égard du budget qui prendra effet dans un an en juillet prochain a été prise en avril. Il ne s'agit là que des principaux aspects de la question.

Après la session de juillet du Congrès, après cette période d'information et de consultations, les recommandations seront élaborées pendant les mois d'août et de septembre et il y aura alors certainement un Comité budgétaire, un Comité financier du Congrès qui sera chargé d'étudier le projet de budget et de faire des recommandations précises. J'espère que les recommandations et les idées du Congrès micronésien auront un effet marqué et seront d'un grand poids sur l'élaboration de ce que nous appellerons le budget définitif qui sera soumis au cours de l'automne.

La préparation du budget se fait en un an. Notre problème est maintenant la question de savoir comment placer le Congrès de la Micronésie dans le processus de développement du programme de budget et comment lui donner l'occasion d'exercer un effet sur celui-ci. Mais je suis certain que cela va beaucoup plus loin qu'une simple information, il y a consultation dans toute l'acceptation du terme.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je dois avouer que je ne suis pas très bien. Je voudrais demander au Représentant spécial si le Congrès de la Micronésie a proposé le déplacement de certains postes budgétaires et si cette demande est raisonnable, sera-t-elle favorablement examinée par l'administration avant d'être envoyée au Gouvernement des Etats-Unis?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Avec les réserves indiquées par le représentant de la Chine, je répondrai oui. Mais même s'il s'agissait de requêtes qui ne soient pas raisonnables, même si nous ne les incorporons pas dans le projet de budget, les vœux du Congrès seraient néanmoins signalés au Ministère de l'intérieur. Cependant, tenant pour acquis qu'il s'agit d'une requête raisonnable, je répondrai oui, les changements demandés pourraient être effectués.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Puis-je pousser la question un peu plus loin en demandant si l'administration, comme le Représentant spécial l'a dit, pourrait par exemple si la demande est raisonnable, y ajouter des commentaires favorables et insister auprès du Gouvernement des Etats-Unis pour qu'il accepte les recommandations du Congrès de la Micronésie.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ici encore, il y a peut-être un léger malentendu. Si nous acceptons les recommandations micronésiennes, nous les inscrirons dans le budget et du fait que nous les soumettrons à notre administration, elles deviendront nôtres. Quel que soit notre programme budgétaire, quelles que soient nos propositions, au moment où nous faisons une présentation définitive, celle-ci constitue notre propre recommandation. Dans la mesure où il pourrait y avoir une différence avec les recommandations du Congrès, dans la mesure où nous n'accepterions pas tels ou tels changements ou déplacements, alors les recommandations du Congrès micronésien seraient soumises aux autorités supérieures à côté des recommandations de l'administration.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : S'il en est ainsi, quelque favorable que puisse être l'administration à l'égard de ces recommandations, il semble que cette dernière ne soit pas en mesure d'entériner les recommandations du Congrès au Gouvernement des Etats-Unis. Si j'ai bien compris, l'autorité administrante ne peut faire sienne aucune recommandation, même si elle la considère comme bonne et raisonnable et tout ce que l'autorité administrante pourrait faire serait simplement de transmettre ces vues ou d'incorporer certaines recommandations au projet qui serait présenté au Gouvernement des Etats-Unis?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois qu'ici encore nous avons quelque difficulté à nous comprendre. Si nous entérinons une recommandation, elle sera incorporée et deviendra partie intégrante de notre projet de budget. Ce n'est que dans les cas où nous pourrions ne pas être entièrement d'accord sur une recommandation que nous serions essentiellement responsables du budget, et les recommandations qui seraient contraires aux nôtres seraient transmises aux fins d'examen par la suite. Mais certainement, si les recommandations sont acceptables pour nous - si elles sont raisonnables, pour reprendre les termes du représentant de la Chine - elles seront incorporées dans le programme et deviendront partie intégrante de notre projet de budget sur présentation initiale de notre part.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial de cet éclaircissement. S'il en est ainsi, la chose est tout à fait différente de ce que nous avons entendu au début. Il ne s'agit pas simplement de transmettre les vues du Congrès de la Micronésie. Le Haut Commissaire a dit que si l'Autorité administrante considérait que ses recommandations, comportant même un transfert de fonds, étaient raisonnables et les entérinait, ces dernières seraient incorporées dans le budget pour être transmises au Gouvernement des Etats-Unis. Si tel est le cas, c'est bien différent de ce que le Représentant spécial a dit lui-même en répondant à ma question initiale. C'est sur ce point que je voudrais un éclaircissement.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Dans la mesure où j'ai donné une autre impression, je le regrette. J'ai essayé d'expliquer que dans ce processus de développement, il y avait un temps, après que le Conseil se soit réuni, qui permettrait d'incorporer, pour ce qui est de l'administration, des recommandations précises du Congrès de la Micronésie au projet de budget de l'Administration. Je pense n'avoir parlé que de ce que nous appelons sur le plan technique les étapes initiales du budget qui sont extrêmement rudimentaires. Je crois que nous avons présenté un projet de budget préliminaire de 17,5 millions de dollars, résumé dans un télégramme d'une page, ce qui totalise peut-être 300 mots, et je suppose que cela représente les grandes lignes d'un budget très peu détaillé.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Un passage de la déclaration liminaire de M. Goding m'inspire une question que je voudrais lui poser. Le passage se lit de la façon suivante : "Une disposition spéciale a été prévue pour soumettre au Secrétaire des amendements recommandés par les deux tiers de chacune des chambres du Congrès". Dois-je interpréter cela comme signifiant que les amendements présentés au Secrétaire devront être recommandés par les deux tiers de l'une ou de l'autre des chambres, ou faut-il comprendre que ces amendements doivent être recommandés par les deux tiers de l'une et de l'autre des chambres, c'est-à-dire tant par la Chambre des délégués que par celle des représentants?

M. CODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les amendements doivent être soumis sur la base de recommandations des deux tiers de chacune des deux chambres. On n'agirait pas si seule l'une des chambres présentait la demande.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien, il y a une session régulière par an. Le Congrès de la Micronésie pourrait-il tenir une session extraordinaire s'il le souhaitait?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui, il y a une disposition qui prévoit la convocation de sessions extraordinaires du Congrès de la Micronésie.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je me demande s'il est bien utile que je pose la question suivante à propos du développement économique. Le Représentant spécial nous a indiqué que le développement économique, la planification et l'administration du plan, seraient entrepris par une société privée. C'est là, je pense, une décision déjà adoptée par l'Administration. Pourquoi cette dernière n'a-t-elle pas pensé à s'adresser, par exemple, à la Banque mondiale pour entreprendre une étude économique du territoire, comme le Conseil l'a demandé à maintes reprises, et comme cela s'est passé en Nouvelle-Guinée où la Banque mondiale a procédé à une étude et rédigé un rapport sur le plan économique? Y a-t-il un avantage particulier à ce qu'une entreprise privée se rende dans le territoire pour préparer un plan de développement économique, et assume également la tâche de formuler un programme de développement et de le mettre en oeuvre en dernière analyse? Puis-je savoir quels sont les avantages que voit l'Administration dans l'emploi d'une telle méthode?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais): Nous y voyons bon nombre d'avantages. Je tiens à dire d'emblée que nous avons songé à la Banque mondiale. Nous n'avons guère reçu d'encouragements quant à la disponibilité d'un groupe assez large. Cependant, notre idée ici n'est pas simplement de procéder à une enquête - quelque chose qui pourrait se faire en quelques semaines ou quelques mois - car ce que nous envisageons, c'est un personnel réduit mais permanent, hautement qualifié et extrêmement compétent, sur place, et composé de personnes qui ne seraient pas des fonctionnaires de l'Administration mais se tiendraient continuellement à notre disposition pour nous aider dans cette mise en oeuvre. Cela ne signifie pas que nous confierions à ces personnes la responsabilité de signer des contrats ou, en dernière analyse, de procéder à l'exécution de toutes activités.

L'un des avantages de notre méthode est que l'entreprise a une grande expérience en ce qui concerne ce domaine dans diverses parties du monde. En second lieu, elle dispose, au siège, de ressources très larges en matière de personnel que l'on peut convoquer rapidement sur place. Cette entreprise nous permettra d'avoir les experts compétents au moment voulu, sur notre demande.

Essentiellement, c'est une méthode à laquelle notre gouvernement a eu recours dans nombre d'autres régions. Cette même entreprise a des contrats avec le Gouvernement des Etats-Unis dans quatre ou cinq autres régions du monde au moins, et elle nous aide dans notre programme d'assistance, dans notre département d'Etat, et en matière d'assistance économique et économique partout dans le monde. C'est l'une des trois ou quatre entreprises les plus connues et les plus hautement respectées. Nous avons songé à toutes les sources possibles d'assistance à cet égard, et nous en sommes arrivés à la conclusion que cette méthode était la meilleure pour arriver au résultat souhaité dans l'accomplissement de notre tâche.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Cela ferait-il quelque différence si l'administration, avant de prendre cette décision, avait attendu et consulté le Congrès de la Micronésie sur la question du choix d'une entreprise privée? J'ai, pour poser cette question, certaines raisons. En 1964, lorsque nous étions dans le territoire, de nombreux dirigeants politiques, notamment à Ponapé et à Palau, ont exprimé leurs inquiétudes, même au sujet de la Van Camp Sea Food Corporation. On se préoccupait beaucoup de voir un monopole privé des Etats-Unis s'instaurer en Micronésie. Je me demande si cette crainte a été dissipée. Je pense que si l'administration avait attendu et consulté le Congrès de la Micronésie avant de prendre sa décision, son attitude aurait eu un excellent effet sur la population micronésienne. Je ne sais pas quelle sera la réaction de la population. Je ne sais pas non plus si ce que nous avons entendu dans le territoire représentait le tableau d'ensemble et c'est pourquoi je pose la question. Dois-je comprendre que l'administration est certaine qu'il n'y aura aucune inquiétude de la part des Micronésiens?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai entendu exprimer aucune objection ni aucune crainte et, en fait, la réaction a été entièrement favorable. Je suis certain que M. Olter a parlé en son nom personnel dans ses observations à l'égard du contrat pour le développement économique. Cette entreprise n'aura aucun intérêt financier ou autre dans les activités économiques de la région. Il s'agit d'un contrat technique et professionnel. Cette firme n'interviendra pas le moins du monde dans les investissements et n'aura aucun rapport financier avec aucune des activités de la région. Je suis certain que la population ne craint pas, n'a pas de raisons de craindre que ceci représente la mise en place d'un monopole quelconque ou d'intérêts financiers dans la région.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien, cette entreprise qui sera sur place pour procéder à la planification se chargera en dernière analyse de la mise en oeuvre des programmes de développement. Est-ce la même firme qui entreprendra la mise en oeuvre des programmes de développement ou recommandera-t-elle d'autres entreprises?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Voici, en manière d'exemple, comment je prévois les choses. Nous n'avons pas été en mesure, même après une étude attentive et une analyse du Ramil ainsi que de tous les éléments en cause, en employant seulement notre personnel, de parvenir à une conclusion définitive. La société dont il s'agit pourrait retourner à son siège et obtenir un expert spécialisé dans ce domaine. Il est fort probable qu'elle ne dispose pas d'un tel expert par elle-même, mais elle pourrait demander à la FAO de le lui fournir. Cette société pourrait déterminer mieux que nous où pourrait être trouvée la personne compétente pour l'aider dans l'analyse technique de cette opération. Ayant mené à bien cette opération grâce à l'expert compétent, la société nous aiderait peut-être dans la recherche de marchés et de capitaux comme dans la création d'une coopérative de producteurs ou de toute autre association. Son rôle de mise en oeuvre pourrait consister à nous trouver les meilleurs débouchés commerciaux pour une récolte donnée, de même qu'à trouver des sources de financement pour l'entreprise elle-même.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial a dû entendre la question que j'ai posée à M. Olter à propos de l'intérêt que pourrait avoir le Congrès de la Micronésie dans le développement économique du territoire. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire de quelle manière il voudrait voir le Congrès de la Micronésie s'occuper de ce domaine particulier?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le rôle et les pouvoirs du Congrès seront tels que, j'en suis certain, celui-ci interviendra en de nombreux domaines. Il souhaitera d'abord être mis au courant, puis examiner les diverses propositions relatives au développement, ensuite - et c'est la chose la plus pertinente - s'occuper des questions fiscales et de la manière dont les impôts pourront affecter l'entreprise économique, de même que du recours au pouvoir de percevoir des impôts pour aider à financer certaines entreprises en se fondant sur des recommandations et des études, de concert avec nos experts sous contrat. L'un des domaines les plus importants est celui de l'impôt à l'importation. Que peut-on faire des ressources obtenues par voie d'impôts pour aider à développer, à étoffer l'économie de la région? C'est là un domaine particulier et il y en a certainement ainsi beaucoup d'autres que je pourrais énumérer.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi de passer à un autre domaine à propos duquel je n'aurai qu'une petite question à poser. Selon le Représentant spécial, le territoire dispose maintenant de 88 maîtres d'école américains qualifiés. Le Représentant spécial peut-il nous dire combien de ces maîtres disposent d'une expérience réelle en la matière?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Tous ces maîtres, à l'exception d'un ou deux peut-être, sont des professeurs expérimentés. Un certain nombre d'entre eux sont diplômés du Peace Corps. Mais, je le répète, ces maîtres ont acquis une expérience de l'enseignement avant d'être recrutés et engagés pour le territoire.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial peut-il nous dire comment, en dernière analyse, l'administration envisage la question de la création d'une université dans le territoire?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Bien entendu, nous avons discuté cette question avec les membres de la dernière Mission de visite, car ils s'y intéressaient beaucoup.

Nous continuons de penser qu'il serait prématuré de créer un établissement de niveau universitaire dûment agréé. Nous avons un centre de formation du corps enseignant, qui pourrait constituer en quelque sorte la genèse d'une école normale, laquelle, à son tour pourrait amener l'installation d'un établissement à l'échelon universitaire. Mais à l'heure actuelle, je crois que les frais généraux et les investissements d'ensemble que représenteraient l'établissement d'une université seraient disproportionnés si l'on songe aux bénéfices que l'on en retirerait.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : A propos de l'enseignement supérieur dans le Territoire, je voudrais rappeler au Haut-Commissaire ce qui se passe dans un autre Territoire sous tutelle. Je crois qu'il sait qu'elles sont les mesures prises par l'Autorité australienne pour établir un enseignement universitaire en Nouvelle-Guinée. Si l'on compare le niveau de l'enseignement en Nouvelle-Guinée et en Micronésie, on verra qu'il y a de bons arguments en faveur de la création en Micronésie d'une université, ou du moins d'un junior college.

Je n'ai plus d'autres questions à poser. Je remercie le Représentant spécial de ses réponses qui m'ont beaucoup aidé.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord adresser à mon tour des vœux de bienvenue au Haut-Commissaire et à ceux qui l'accompagnent, y compris M. Bailey Olter. Nous sommes sincèrement heureux de retrouver le Haut-Commissaire, et aussi de voir un autre groupe d'éminents Micronésiens suivre les débats du Conseil de tutelle.

Du fait de la déclaration détaillée du Haut-Commissaire, dont nous le remercions, et des questions posées par d'autres représentants, je n'ai heureusement que peu de renseignements à demander. La plupart de mes questions porteront évidemment sur le Congrès de la Micronésie, qui est je crois l'événement véritablement important de l'histoire du Territoire et un élément de progrès futur.

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

Je me référerai à certaines des questions traitées dans le document distribué ce matin, en omettant bien entendu les points qui ont déjà été discutés.

Je commencerai par la section IV, qui a trait aux pouvoirs du Haut-Commissaire. Dans le contexte de l'état d'urgence, le Haut-Commissaire peut promulguer des mesures d'exception ayant titre de loi si le Congrès ne parvient pas à passer une législation d'urgence. Le Haut-Commissaire pourrait-il nous dire si l'on a considéré la possibilité de limiter le pouvoir d'invoquer l'urgence? La question est traitée au paragraphe 210 du rapport de la Mission de visite.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : On exige que toute proposition qualifiée d'urgente soit présentée plus de 7 jours avant la fin de la session et, si elle est promulguée, soit approuvée par le secrétaire à l'intérieur; à mon avis, cela empêche réellement de qualifier d'urgentes des propositions législatives ordinaires. Je crois que l'autorité donnée au Haut-Commissaire de soumettre des propositions législatives dans l'exercice normal de ses fonctions devrait couvrir toutes les situations sauf les situations exceptionnelles. Cela me paraît être une garantie, au stade actuel, du développement législatif du Territoire.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : La plupart des questions que je voulais poser sur le budget ont déjà fait l'objet d'une longue discussion. J'ai été heureux d'entendre le Haut-Commissaire nous dire qu'il considérerait la préparation du budget préliminaire comme un travail concerté du Haut-Commissaire et du Congrès. La grande difficulté, comme il l'a souligné, est la complexité du système des Etats-Unis lui-même. Pour ceux qui donne la priorité au développement de l'initiative dans le territoire, il y a là beaucoup à faire. Les législatures de district participeront-elles également à la préparation du budget préliminaire?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A l'heure actuelle, nous n'envisageons aucun rouage qui pourrait permettre, du moins directement, aux législatures de district d'y participer. Je ne vois pas très bien comment nous pourrions procéder, du point de vue des communications, par exemple. Je ne veux nullement dire que ce serait impossible. Toutefois je me suis posé beaucoup de questions sur la possibilité de donner au Congrès de la Micronésie un rôle significatif dans le processus budgétaire, mais je n'ai pas prêté grande attention à la façon dont les législatures de district pourraient être amenées à y participer. Bien entendu, puisqu'elles représentent leur région et parlent en leur nom, elles auront une grande influence sur les membres du Congrès de la Micronésie en ce qui concerne leurs positions et leurs décisions sur toutes les questions d'intérêt public, y compris le budget. En l'état actuel des choses, je ne vois pas comment nous pourrions réellement élaborer une procédure qui permettrait à 6 législatures séparées de prendre part à l'élaboration du budget.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien compris; chacun des six administrateurs de district prépare un projet de budget couvrant les différents programmes qu'il voudrait appliquer dans son district. Les propositions de l'administrateur de district sont ensuite envoyées au Haut Commissaire qui, avec le personnel du siège, a pour tâche de fondre ces demandes séparées, ces propositions locales détaillées, dans un ensemble tenant compte de l'ordre de priorité à respecter pour le territoire dans son ensemble.

Lors du séjour de la Mission de visite à Truk, l'assemblée de district était en session. A cette époque, si j'ai bien compris, l'administrateur de district a soumis à l'assemblée les propositions préliminaires afférentes au district, associant ainsi l'assemblée de district au processus de préparation du budget de la région.

Si j'ai posé ma question tout à l'heure, c'était en vue d'étendre cette procédure à chaque district tout en laissant le processus final et beaucoup plus délicat d'élaboration d'un budget d'ensemble du territoire aux soins, à Saipan, du Haut Commissaire et du Congrès de la Micronésie.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je dois admettre que j'ai laissé échapper cette très réelle évolution et cette possibilité d'associer les assemblées de district à l'élaboration du budget du territoire. Je m'étais seulement demandé comment, au Haut Commissariat, nous pourrions associer les assemblées de district à ce processus. J'aurais dû reconnaître le fait que, dans une certaine mesure, elles ont maintenant leur mot à dire et on peut s'attendre à ce que cette coopération aille grandissant.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Selon l'Ordre en Conseil, tel que je l'interprète, le Congrès de la Micronésie n'aura aucun pouvoir absolu pour disposer des fonds quels qu'ils soient, qu'il s'agisse des subventions des Etats-Unis ou des recettes fiscales provenant du territoire même. Cependant, le Haut Commissaire a déclaré qu'en fait, il y aurait peut-être deux budgets : le budget principal portant sur les fonds provenant des Etats-Unis et le budget secondaire alimenté par les recettes fiscales locales.

M. Corner (Nouvelle-Zélande)

Le Haut Commissaire peut-il confirmer cette interprétation? Peut-il nous dire sur quelles recettes fiscales locales on peut compter, quels sont les plans qu'il a à l'esprit pour en accroître le montant et à quels projets ce budget secondaire pourra être consacré?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Pour répondre au premier point, je dirai que le Congrès de la Micronésie aura incontestablement le pouvoir de disposer des sommes constituant le budget secondaire, pour reprendre l'expression du représentant de la Nouvelle-Zélande. Notre intention - et c'est ce qui a inspiré l'Ordre en Conseil - est d'adopter une nouvelle formule fiscale, un nouveau taux uniforme de droits à l'importation dans le territoire. Les recettes en provenant seront utilisées conformément aux allocations de crédits faites par le Congrès de la Micronésie. Dans cette mesure, ces recettes ne seront pas incorporées dans le budget qui sera soumis au Congrès des Etats-Unis.

Dans certains districts, nous avons été très préoccupés du fait qu'une partie de ces impôts représente la même source de revenus que celle dont dispose le district. Notre intention est de proposer - et je sais que de nombreux membres du Congrès y songent - que le Congrès de la Micronésie, en établissant un tarif général ou en prenant une mesure générale de droits à l'importation, dès le début, décide de partager le revenu avec les districts d'où il provient, en d'autres termes de laisser à l'assemblée de district le soin de disposer d'une partie de ces fonds.

D'autre part, nous nous attendons à ce que les revenus dont dispose le Congrès soient utilisés, selon ses propres désirs, de diverses façons, peut-être en commun avec le budget administratif ou par des subventions pour certains programmes. En d'autres termes, ces recettes pourraient jouer un rôle dans le financement de certains types de routes ou autres travaux publics ou encore pour le financement de programmes d'enseignement.

Le fait que nous ayons un budget central, un budget provenant de subventions des Etats-Unis, ne signifie pas, à mon avis, que le budget de l'administration doive nécessairement couvrir toute la série des activités. Qu'il s'agisse de la santé publique, de l'enseignement, de l'amélioration des services publics, nous pensons que le Congrès de la Micronésie doit avoir une grande latitude pour décider des questions auxquelles il attache la plus grande importance et auxquelles il veut participer.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : J'ai encore deux questions à poser dans le même domaine. Le Haut Commissaire peut-il nous indiquer sur quelle partie de l'Ordre en Conseil le Congrès peut se fonder pour disposer des recettes fiscales locales? S'agit-il de la dernière phrase de la section V? Ma deuxième question porte sur le point de savoir quelle somme on s'attend à pouvoir recueillir localement.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est bien sur la dernière phrase de la cinquième section que s'appuient juridiquement les pouvoirs du Congrès. Etant donné le malentendu qui règne quant à nos intentions, j'ajouterai qu'un amendement a été déposé auprès du Bureau du Ministère de l'intérieur afin de préciser celles-ci. Mais la réalité est bien telle que je l'ai décrite.

Quant au montant du régime fiscal que peut escompter le Congrès de la Micronésie, il pourrait être nettement plus élevé qu'actuellement. Il est probable que le minimum dépassera 500 000 dollars par an, et je crois que grâce à un meilleur système de recouvrement des impôts, le Congrès peut escompter deux millions de dollars par an.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Nous savons que le Congrès de la Micronésie se réunira d'ici un mois. L'Administration a-t-elle des suggestions à lui soumettre quant à un nouveau régime fiscal pour le Territoire?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Effectivement, nous avons travaillé à l'élaboration de plusieurs propositions. Elles ne sont pas encore rédigées, mais nous y pensons sérieusement. Comme je l'ai dit, certaines de ces propositions porteront notamment sur un droit perçu à l'importation, ainsi que sur un impôt sur le revenu, qui n'existe pas encore. Il y aura sans doute d'autres propositions encore. L'entreprise qui a été contractée s'intéresse beaucoup à cette question et estime que nous pourrions augmenter les recettes fiscales du Territoire.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Envisage-t-on d'imposer les fonctionnaires américains sur le Territoire? Envisage-t-on de percevoir des droits sur les biens entrant dans les territoires?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Au risque de simplifier à l'excès, je répondrai aux deux questions par l'affirmative. Si un système général d'imposition est établi, nous nous proposons de l'appliquer à toute la population du territoire, sans exception particulière.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Cette réponse m'intéresse beaucoup, car ce régime d'imposition pourrait donner des recettes fiscales propres au Territoire.

Je voudrais maintenant passer à la section 9, sur les élections, et à la section 12, sur les sessions législatives. On voit que les élections ont lieu au début de novembre, alors que le Congrès ne se réunit pas avant le début de juillet. Huit mois s'écouleront donc entre les élections et la première réunion du Congrès. D'autre part, tant que l'élus n'a pas assisté au Congrès, il ne peut sans doute pas faire partie non plus d'un Comité intersessions. Pour ceux qui ont un mandat de deux ans, ce mandat est en réalité ramené ainsi à 16 mois. Pourquoi cet écart entre les élections et la réunion du Congrès?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ce que le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit sera vrai au début; mais une fois le système mis en oeuvre, les mandats se rejoindront et seront bien d'une durée effective de deux ans. C'est immédiatement après les élections que les élus pourront occuper leurs fonctions et faire partie de comités intersessions. En fait, nous souhaitons bien un mandat effectif de deux ans, même si le Congrès ne se réunit pas dès le début de ce mandat.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Il me semble quand même que le mandat des élus risque d'être assez bref. Prenons par exemple le cas de M. Olter, qui est élu, je pense, pour deux ans. Il a été élu au mois de novembre, mais il n'assistera pas aux réunions du Congrès avant juillet prochain. Supposons que dans 18 mois il se représente, mais qu'il ne soit pas réélu. Son successeur serait élu en novembre 1967, mais ne prendrait place au Congrès qu'en juillet 1968. On peut donc bien parler d'un mandat effectif de 16 mois.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas sûr d'avoir bien suivi le raisonnement.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas très fort en arithmétique et je n'insisterai pas sur ce point. Mais en revanche, je voudrais revenir sur ce qui me paraît l'élément le plus important, à savoir qu'il n'y a qu'une session par an du Congrès et que cette session dure 30 jours au maximum. Le Conseil de la Micronésie, dans ses recommandations de 1963 - qui ont été suivies dans la plupart des ordonnances - et la mission de visite, dans ses recommandations visées au paragraphe 221, qui n'ont pas été suivies d'aussi près - et à juste titre - que les recommandations du Conseil de la Micronésie lui-même, ont tous deux estimé que deux sessions seraient indiquées. J'aimerais donc savoir quelles considérations ont entraîné la décision de n'avoir qu'une session annuelle.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Nous avons pensé - et peut-être avons-nous tort - qu'une session ordinaire par an était suffisante. Ceci tient à l'expérience que nous avons acquise au Conseil de la Micronésie, qui se réunissait moins longtemps encore. Ceci s'explique aussi par l'opinion de ceux qui ont assisté aux réunions d'assemblées législatives, tenues une fois par an, ou même une fois tous les deux ans. Nous avons donc pensé qu'une session annuelle suffirait.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je note qu'une session, d'une durée maximum de 30 jours, est prévue par année, aux termes de la loi et que des sessions extraordinaires pourront être convoquées par le Haut Commissaire lorsqu'il jugera que l'intérêt public le demande. Ainsi, le Congrès peut se réunir en deux circonstances. Pour ce qui est des législatures de district, elles se réunissent en trois circonstances : lors des séances normalement prévues; lors des sessions spécialement convoquées par l'Administrateur de district; et lorsque un tiers des membres de la législature de district le demande. Le Haut Commissaire peut-il indiquer pourquoi il n'y a aucune disposition prévoyant que les membres du Congrès de la Micronésie eux-mêmes peuvent demander la réunion du Congrès?

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Autant que je sache, on ne s'est pas particulièrement attaché à ce point. Je pense que nous avons simplement suivi une pratique assez habituelle du système américain.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante concerne la section 14, relative au droit de veto du Haut Commissaire. Le Conseil de la Micronésie, dans ses recommandations (annexe III du document T/1620), a demandé qu'une disposition soit adoptée en vertu de laquelle le Congrès pourrait, à la majorité des deux tiers, annuler le veto du Haut Commissaire, mais non, cela va sans dire, le veto du Ministre de l'intérieur, cela au cours de la même session. On pourrait donc envisager la situation ci-après : le Congrès adopte une loi déterminée; le Haut Commissaire oppose son veto et la renvoie au Congrès, en indiquant les raisons de son veto; le Congrès, ne se déclarant pas satisfait, annule le veto du Haut Commissaire et transmet la question, avec documentation à l'appui, au Ministre de l'intérieur. Le texte actuel contient une disposition différente de celle suggérée par le Conseil de la Micronésie, en ce sens qu'un délai d'au moins 14 mois doit s'écouler entre le moment où une loi a fait l'objet d'un veto du Haut Commissaire et le moment auquel elle peut être soumise à nouveau. Ceci modifie l'état des relations entre le Haut Commissaire et le Congrès et retarde sensiblement les choses. Je me demande quelles considérations ont incité à prévoir ce long intervalle entre le veto et la possibilité de soumettre à nouveau la question.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Très franchement, je ne suis pas tout à fait sûr moi-même des circonstances qui ont incité à adopter cette disposition. Je crois que cette modification a été suggérée par le Ministère de l'intérieur. J'ignore en quelles circonstances. Le nombre des cas de ce genre ayant été extrêmement faible, dans la pratique, je présume qu'on aura estimé qu'il n'y avait pas lieu de les transmettre au Ministère, sauf dans des circonstances exceptionnelles.

Le PRESIDENT : Puis-je demander au représentant de la Nouvelle-Zélande s'il a encore plusieurs questions à poser, auquel cas nous pourrions peut-être remettre la suite de notre programme à notre prochaine séance? Si, au contraire, il n'avait qu'une ou deux questions nous pourrions peut-être en terminer maintenant.

M. CORNER (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je crois qu'il serait préférable de renvoyer à une autre séance la suite de mes questions, ce qui me permettra de réfléchir aux réponses déjà données.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Le PRESIDENT : Avant de lever la séance, je voudrais dire un mot de notre programme de travail pour les prochaines séances. On vient de m'informer que le Bureau des documents ayant dû faire face à une série de travaux très urgents, le rapport de la Mission de visite qui s'est rendue dans le territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée ne pourra être distribué aux membres du Conseil avant lundi 7 juin au matin. Dans ces conditions, nous devons modifier notre programme de travail de demain après-midi. Je pense que, demain après-midi, nous pourrions d'abord continuer le cours des questions que le représentant de la Nouvelle-Zélande et d'autres représentants voudront poser au Représentant spécial de l'Autorité administrante pour les territoires du Pacifique et que nous pourrions examiner ensuite les points 9 et 10 de notre ordre du jour : offres de bourses d'études et de stage au bénéfice des habitants des territoires sous tutelle et diffusion, dans les territoires sous tutelle, de renseignements sur l'ONU et le régime international de tutelle.

A notre séance de vendredi après-midi, nous pourrions aborder la discussion générale sur les conditions existant dans les Iles du Pacifique. Je serais très reconnaissant à MM. les délégués de bien vouloir être préparés à participer à la discussion générale et se faire inscrire sur la liste des orateurs. S'il nous reste du temps, vendredi après-midi, nous pourrions peut-être examiner le rapport du Secrétaire général sur les pouvoirs des représentants.

Voici ce que je propose pour nos prochaines séances.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Dois-je comprendre, Monsieur le Président, qu'après que le représentant de la Nouvelle-Zélande aura terminé ses questions, la liste sera close et que d'autres délégations n'auront pas l'occasion de poser des questions?

Le PRÉSIDENT : Certainement pas. La liste des orateurs ne sera pas close. Les délégations qui voudront poser des questions pourront le faire.

Comme je n'entends pas d'objections, je considère que le programme de travail peut être approuvé de la manière que j'ai précisé.

Avant de lever la séance, je voudrais dire un mot en réponse à la remarque qui a été faite, tout à l'heure, par le représentant des Etats-Unis au sujet du compte rendu de cette séance. Le compte rendu in extenso anglais sera prêt demain matin, comme d'habitude. Le Secrétariat fera tous ses efforts pour que le compte rendu in extenso français soit prêt de même.

Notre prochaine séance aura lieu demain après-midi.

La séance est levée à 13 h 10.